

La baisse du pétrole pourrait soutenir une reprise économique

L'OPEP va décider, vendredi 24 octobre, de réduire sa production pour arrêter la chute des cours. Des économistes s'interrogent sur les menaces d'une inflation tombant à zéro

Dans l'avalanche de mauvaises nouvelles qui s'est abattue ces dernières semaines, le monde a - en apparence, du moins - une bonne raison de se réjouir : la baisse de plus de moitié des prix du baril de pétrole depuis le record de 147,50 dollars atteint le 11 juillet 2008. A Londres, le Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a clôturé mercredi 22 octobre à 64,52 dollars ; à New York, le light sweet crude américain finissait quelques heures plus tard la séance à 66,75 dollars, son niveau le plus bas depuis juin 2007.

Les marchés ont réagi à la publication des chiffres hebdomadaires du Département américain de l'énergie (DoE), qui font état d'une reconstitution plus forte que prévu des stocks de produits pétroliers aux Etats-Unis la semaine dernière. Signe que la consommation continue de plonger outre-Atlantique. Mais un tel recul des prix du pétrole exprime avant tout les craintes d'une récession mondiale et d'un fort ralentissement de la demande de brut et de pro-

duits raffinés dans les pays émergents (Chine, Inde, Golfe persique...), responsables pour une bonne part de la hausse de la consommation et de l'envolée des prix depuis 2004.

C'est dans ce contexte que se réunissent en urgence à Vienne, vendredi 24 octobre, les douze membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui représentent 42 % de la production mondiale. Il ne fait aucun doute que le cartel décidera une baisse de la production pour donner un coup d'arrêt à l'effondrement des cours. Il n'est pas sûr, en revanche, qu'il suive la proposition iranienne de la réduire de 2 à 2,5 millions de barils par jour.

Président de l'organisation, l'Algérien Chakib Khelil a posé les termes de l'équation : « L'un de nos objectifs est de ne pas affecter les pays déjà frappés par la crise financière. Mais nous ne voudrions pas non plus que nos pays soient affectés par les prix bas. » On voit aussi se dessiner une convergence d'intérêts entre les pays producteurs, membres ou non de l'OPEP. En recevant le secrétaire général du cartel, mercredi, le président russe, Dmitri Medvedev, a rappelé que son pays, deuxième producteur mondial derrière l'Arabie saoudite, « souhaite le maintien des prix du pétrole stables et prévisibles ».

La baisse des prix du brut, conjuguée à celle des matières premières agricoles, peut-elle contribuer à la relance économique en 2009 ? Le gouverneur de la Banque de

Retournement

► BARIL DE BRENT de la mer du Nord



Source : Bloomberg

France a avancé ce pronostic mardi, à Nice, devant le congrès de la Fédération nationale du Crédit agricole. « Nous assistons depuis deux mois à un renversement du choc pétrolier et alimentaire qui a fortement pénalisé la croissance de l'économie au cours du premier semestre », a déclaré Christian Noyer. La flambée des prix des matières premières a coûté 1,2 point de produit intérieur brut à l'Europe entre janvier et juin 2008.

Les prix baissent et si la tendance se confirme ou même se stabilise, a-t-il poursuivi, « on peut anticiper un ralentissement progressif, mais marqué, de l'inflation » et

« un redémarrage possible » du pouvoir d'achat et de la consommation dans la zone euro. Cette perspective est, selon lui, « insuffisamment prise en compte, tant par les analystes que par les marchés ».

Pessimisme extrême

Directeur adjoint de la recherche économique de la banque Natixis, Evariste Lefevre partage en partie cette analyse. « Les ménages subissent une restriction du crédit qui les empêche de consommer plus en réduisant leur taux d'épargne », constate-t-il. Le seul facteur susceptible de les soutenir, c'est la désinflation. La hausse des prix était de plus de 4 % en glissement au début de l'année, elle devrait être de 1,7 % en 2009. On gagnera 2,5 points de pouvoir d'achat. »

Mais ce scénario est peut-être trop optimiste, nuance-t-il. Ou trop simpliste. Un baril à moins de 40 dollars peut aussi être le signe avant-coureur d'un effondrement général des prix. Et de la déflation ! Un scénario noir étudié par Patrick Artus, directeur de la recherche économique de Natixis. « Si l'inflation va à zéro aux Etats-Unis ou dans la zone euro, ce qui est rendu possible par la chute du prix du pétrole, les politiques monétaires deviennent totalement inefficaces », explique-t-il. Avec zéro inflation, les taux d'intérêt réels restent forcement positifs et leur baisse ne peut donc pas soutenir l'activité ; de son côté, accroître la base monétaire est inefficace puisque « si

l'inflation est nulle, le coût de détention de la monnaie est nul ». Ceux qui ont ces liquidités ne sont pas incités à les transformer en offre de crédit ou en achat d'actifs, comme on l'a constaté au Japon entre 1996 et 2004. A 0 % d'inflation, conclut-il, on peut être « extrêmement pessimiste sur les perspectives de croissance ».

Pour l'heure, les consommateurs profitent de la baisse. Les compagnies aériennes réduisent la surcharge carburant, qu'elles ont augmentée à mesure que le prix du kérosène flambait. Les prix des carburants à la pompe ont fortement baissé, selon l'Union française des industries pétrolières : le litre de gazole valait 1,1872 euro la semaine dernière (contre 1,4541 euro à son pic du 30 mai), celui du sans plomb 95 1,2769 (contre 1,4971 euro à son record de fin juin).

Le net recul des prix a incité les députés de l'UMP à revenir sur la généralisation de la prime transport destinée aux salariés qui doivent prendre la voiture ou les transports en commun pour se rendre à leur travail. Décidée par le gouvernement, cette aide n'est toujours pas entrée dans les faits, notamment en raison de l'hostilité du patronat. Le premier ministre, François Fillon, s'est opposé à cette initiative parlementaire en soulignant que « la crise ne demande pas moins de solidarité mais au contraire plus de solidarité ». ■

JEAN-MICHEL BEZAT

clearstream | DEUTSCHE BÖRSE GROUP

Luxembourg 22 octobre 2008

CLEARSTREAM PROPOSE A DENIS ROBERT DE METTRE UN TERME AUX PROCEDURES ENGAGEES CONTRE LUI POUR DIFFAMATION

Le 16 juin 2008, M. Denis Robert annonçait qu'il « jetait l'éponge » dans « L'affaire Clearstream », et qu'il renonçait dorénavant à toute intervention publique à propos de Clearstream.

Le 16 octobre 2008, la Cour d'appel de Paris a triplement condamné Denis Robert pour diffamation au titre de ses deux principaux ouvrages « Révélations » et « La Boite Noire », ainsi que pour le documentaire diffusé sur CANAL +, « Les Dissimulateurs ».

A ce jour, c'est donc à 9 reprises que les justices française, belge et luxembourgeoise ont condamné M. Robert et ses méthodes d'enquête, toutes ces décisions confirmant les résultats des enquêtes judiciaires luxembourgeoises et françaises concluant à « l'inanité » des prétendues « révélations » de Denis Robert.

Clearstream, constatant que la vérité est aujourd'hui établie par la justice et que M. Robert a annoncé ne plus vouloir s'exprimer sur cette affaire, accepterait, dans un souci d'apaisement, de mettre un terme aux procédures de diffamation en cours.

Clearstream rappelle à cet égard qu'elle n'a jamais été animée par une quelconque volonté de s'acharner contre M. Denis Robert (auteur de 5 livres, de 2 documentaires, de centaines d'interviews, d'expositions de peinture et même de chansons sur Clearstream) et qu'elle a simplement cherché à établir, sereinement, que les accusations dont elle faisait l'objet n'étaient fondées sur aucune enquête sérieuse.

Dès lors Clearstream propose à M. Robert de ne pas exécuter, à compter de ce jour, les décisions de justice rendues à son encontre et de ne pas poursuivre les instances en diffamation encore en cours pour autant que M. Robert accepte également de mettre un terme à toutes ces procédures.

Il revient donc aujourd'hui à M. Denis Robert, victime de son propre acharnement à diffamer sans relâche Clearstream depuis 7 ans, de mettre un terme ou pas aux contentieux en diffamation dont il se plaint et de se décharger ainsi du fardeau procédural qu'il dénonce tout en en étant à l'origine.

Clearstream :

Bruno Rossignol Tel: +352-243-31500

bruno.rossignol@clearstream.com /

Publicité

Une double épreuve pour le Mexique

MEXICO
CORRESPONDANTE

Le Mexique doit affronter aujourd'hui l'un des pires scénarios pour son économie, largement dépendante de l'or noir, qui finance près de la moitié du budget public : celui d'une dégringolade des prix du baril, conjuguée avec un déclin de sa propre production. Avec, en toile de fond, les conséquences néfastes de la récession américaine, mais aussi, au premier plan, des tensions politiques autour de la réforme du secteur pétrolier, qui devait être adoptée, jeudi 23 octobre, par un Sénat cerné de policiers et de manifestants.

La société nationale qui conserve depuis 1938 le monopole de l'exploration, de l'extraction et de la vente des hydrocarbures, la Pemex, vient d'annoncer des chiffres alarmants pour les trois premiers trimestres de l'année 2008 : une baisse de 9,7 % de la production par rapport à la même période l'année précédente - 2,822 millions de barils -, assortie d'un recul encore plus net des exportations, de l'ordre de - 18,2 %. Ce décrochage est dû en partie aux ouragans qui ont endommagé les raffineries du sud des Etats-Unis, au Texas et en Louisiane, contraignant la Pemex à freiner l'extraction.

Au-delà de ce problème conjoncturel, le grand souci des responsables mexicains reste le déclin du principal gisement de pétrole du pays, celui de Canta-

rell, arrivé à maturation il y a trois ans, sans qu'il soit relayé, dans un délai prévisible, par de nouvelles découvertes.

Et si le pays a profité de l'envolée des prix durant le premier semestre, lorsque le « mélange mexicain » atteignait en moyenne 98,35 dollars le baril, lui permettant d'engranger 37,6 milliards de dollars grâce aux exportations, cette hausse s'est révélée à double tranchant. Car le Mexique a dû payer beaucoup plus cher les produits raffinés qu'il est contraint d'importer de chez son voisin nord-américain, qui couvre désormais 43 % de la consommation intérieure : une facture « historique » de 19,5 milliards de dollars (+ 71 %).

Construire une raffinerie

Mercredi, le pétrole mexicain s'est vendu seulement 54,40 dollars le baril, tandis que le peso glissait à 13,92 pour un dollar, en dépit des efforts de la banque centrale. Dans le plan d'urgence annoncé à la mi-octobre par le président conservateur Felipe Calderon, figure la construction d'une raffinerie (la première depuis trente ans), que réclamait l'opposition de gauche. « Mais quand elle sera prête, nous n'aurons plus de pétrole pour la faire fonctionner », ironisent certains commentateurs, dépités de voir la gauche refuser toute ouverture à une coopération avec des entreprises étrangères. ■

JOËLLE STOLZ

Un sommet du G20 se tiendra le 15 novembre à Washington

UN SOMMET mondial des dirigeants du Groupe des 20 (G20) sur la crise financière se réunira le 15 novembre dans la région de Washington, a annoncé mercredi 22 octobre la Maison blanche. Il sera précédé, la veille, d'un dîner consacré à l'étude des causes de la crise et à l'examen des réponses qui lui ont déjà été apportées, a précisé la porte-parole de la présidence américaine, Dana Perino.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement conviés à ce sommet devraient aussi discuter des réformes nécessaires du système financier, « afin d'éviter que la crise ne se reproduise », a ajouté M^{me} Perino.

Le G20 comprend les membres du G8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royau-

me-Uni, Russie) plus l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie.

Le 20^e membre est l'Union européenne, représentée par le pays qui en assure la présidence tournante, la France actuellement. Le directeur général du Fonds monétaire international, le président de la Banque mondiale, le secrétaire général des Nations unies et le président du Forum de stabilité financière ont également été invités par George Bush.

Le sommet aura lieu onze jours après l'élection présidentielle américaine et la Maison blanche a fait savoir qu'elle entendait obtenir la participation du vainqueur de ce scrutin. ■ - (AFP.)